



Date de dépôt : 5 novembre 2025

Rapport du Conseil d'Etat

au Grand Conseil sur la motion de Christina Meissner, Jean-Marc Guinchard, Sébastien Desfayes, Boris Calame, Françoise Nyffeler, Jocelyne Haller, Jean-Charles Lathion, Marta Julia Macchiavelli, Philippe de Rougemont, Charles Sellegger, Marjorie de Chastonay, Didier Bonny, Yves de Matteis : Sauvons la Versoix et ses rives

En date du 21 mars 2025, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante :

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- *la valeur biologique indiscutable de la Versoix, appelée Divonne en France, et les protections dont l'ensemble bénéficie aux niveaux international, national et cantonal :*
 - *paysage d'importance nationale (IFP) ;*
 - *bas marais d'importance nationale ;*
 - *zone alluviale d'importance nationale (OZA) ;*
 - *sites de reproduction des batraciens d'importance nationale (OBat) ;*
 - *zones naturelles d'importance écologique faunistique et floristique (ZNIEFF 1 et 2) ;*
 - *sites prioritaires de flore et de faune (LPN) ;*
- *la loi fédérale sur la pêche (LFSP) ;*
- *la loi sur la biodiversité du canton de Genève (LBio ; M 5 15) ;*
- *la loi sur les eaux du canton de Genève (LEaux-GE ; L 2 05) ;*

- *la renaturation du cours d'eau et les moyens alloués par le fonds cantonal de renaturation ;*
- *le projet d'agglomération transfrontalier et ses objectifs ;*
- *le « Protocole d'accord transfrontalier pour la gestion de l'eau » signé en 2012 et ses objectifs ;*
- *les schémas de protection des eaux genevois et français (SPAGE et SDAGE) dans lesquels sont inclus la Versoix et ses affluents ;*
- *le contrat corridors vert-bleu « Vesancy-Versoix » signé en 2014,*

invite le Conseil d'Etat

- *à protéger la rivière, les eaux souterraines et les milieux riverains de la Versoix de tout dépôt de déchets ;*
- *à intervenir auprès des autorités françaises et vaudoises pour protéger la rivière, la source et les milieux riverains de la Versoix ;*
- *à limiter les remblais et à favoriser le recyclage et la réutilisation des matériaux en matière de construction dans le canton de Genève et à le promouvoir dans le Grand Genève ;*
- *à entamer les démarches nécessaires pour que le contrat corridors « Vesancy-Versoix » soit relancé.*

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat répond comme suit à la motion 2893, adoptée par le Grand Conseil lors de sa séance du 21 mars 2025, laquelle s'inscrit dans le cadre des projets de décharge en France (à Vesancy) et dans le canton de Vaud (Tattes-de-Bogis), votre Conseil s'inquiétant de l'impact de ces infrastructures sur la qualité des eaux de la Versoix ainsi que sur la biodiversité.

Concernant les 2 premières invites appelant le Conseil d'Etat à protéger la rivière, les eaux souterraines et les milieux riverains de la Versoix de tout dépôt de déchets et à intervenir auprès des autorités françaises et vaudoises pour protéger la rivière, la source et les milieux riverains de la Versoix, il convient de rappeler qu'à ce stade, la décharge de Vesancy est déjà en opération alors que celle des Tattes-de-Bogis reste encore au stade des études. Une consultation publique a été faite par les autorités vaudoises entre le 8 juillet et le 19 septembre 2025. Le canton de Genève (ci-après : canton) a partagé un avis avec les autorités vaudoises soulevant des questions et remarques sur les aspects liés aux eaux de ruissellement, à l'assainissement et à l'évacuation des eaux de lixiviation, ainsi qu'aux mesures en faveur du déplacement de la faune; tout ceci dans un objectif de protéger au mieux la Versoix et ses écosystèmes. Nous sommes en attente des conclusions des autorités vaudoises.

Cela dit, le canton est particulièrement actif pour la sauvegarde de ce cours d'eau, que cela soit par les travaux de renaturation réalisés, par son engagement dans des actions transfrontalières ou encore par sa décision de ne pas renouveler les concessions aux usines d'hydroélectricité.

En effet, la Versoix fait l'objet, depuis 10 ans, d'importants travaux de renaturation, lesquels se sont inscrits dans les différents programmes éponymes présentés au Grand Conseil par le département du territoire. Ces travaux ont non seulement permis d'assurer une protection contre les crues de la Versoix, mais également de restaurer le fonctionnement et l'équilibre écologique de cette rivière par l'aménagement d'un delta naturel, la destruction des murs en béton de son secteur urbain, le déménagement du camp des forains faisant place à un parc public et à un bras secondaire de la Versoix et la démolition d'un barrage dans le but de redonner un parcours sans entrave à la migration piscicole. Ces aménagements ont notamment permis la remontée des truites lacustres jusque dans les marais de Divonne.

Le Conseil d'Etat est, par ailleurs, engagé dans plusieurs conventions et contrats avec les autorités vaudoises et françaises dans le but d'assurer une bonne coordination dans la gestion de la rivière et des canaux, respectivement des ruisseaux qui en découlent, tels que le Greny ou le Brassu. A titre d'exemple, le canton a signé en juillet 2025 un nouveau « Contrat-rivière » pour des actions franco-suisse avec la communauté d'agglomération du Pays de Gex (Pays de Gex aggro).

Dans ce cadre, le canton poursuit ses efforts de coopération avec ses homologues français et vaudois, notamment en participant au financement de mesures de protection des eaux mises en œuvre côté français, mais impactant nos rivières.

Depuis 3 ans, le canton travaille avec les autorités françaises pour trouver une solution durable pour l'assainissement de l'ancienne décharge proche de la Versoix, située dans le secteur de Divonne, en fonction des différents scénarios à l'étude. Le canton s'est engagé à accompagner le montage de ce projet d'assainissement et à financer une partie des travaux afin d'assurer une parfaite protection de la rivière.

Par ailleurs, conformément à l'article 15 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961 (LEaux-GE; rs/GE L 2 05), le canton dispose d'une zone inconstructible garantissant qu'il n'y aura aucune nouvelle construction dans les 30 mètres au bord de la rivière. Le projet de nouvelle loi sur les eaux (PL 13591), en cours d'étude par le Grand Conseil, prévoit d'ajouter, en conformité au droit fédéral, un espace réservé aux eaux, augmentant encore la protection de ce milieu sensible et interdisant tout dépôt de déchets et de matériaux de construction ou l'épandage de produit phytosanitaire à proximité de ce cours d'eau.

Le Conseil d'Etat a également décidé d'abandonner l'utilisation de la Versoix pour l'hydroélectricité afin de maintenir un débit important dans ce cours d'eau et de lui permettre d'exercer pleinement ses fonctions naturelles. Cette décision est soutenue par la Confédération, qui finance l'arrêt et de démontage de la centrale Baumgartner. Actuellement, il ne reste plus qu'une seule usine en fonctionnement et l'Etat de Genève a décidé de ne pas renouveler sa concession après 2033.

En conclusion, notre Conseil est confiant que les mécanismes actuels permettent une surveillance de l'évolution de la qualité des eaux, que des mesures sont prises régulièrement afin de maintenir et de garantir un état écologique satisfaisant, et que les plateformes de dialogue et de coopération avec les autorités françaises et vaudoises sont en place afin de protéger la Versoix.

Concernant la troisième invite demandant au Conseil d'Etat de limiter les remblais, de favoriser le recyclage et la réutilisation des matériaux en matière de construction dans le canton de Genève et de le promouvoir dans le Grand Genève, il y a lieu de rappeler ici que le canton est pionnier en matière de promotion de la valorisation des déchets minéraux.

En effet, depuis 2002, le canton s'est doté du programme ECOMAT^{GE} destiné à accompagner le secteur de la construction vers des pratiques plus durables, en particulier en matière de réutilisation des matériaux minéraux. En 2016, un guide technique des applications recommandées a été édité afin de faciliter le recyclage des matériaux minéraux. En 2021, le programme ECOMAT^{GE} s'est doté d'un plan d'actions décliné en 22 mesures. Une des mesures phares est la formation des professionnels de la construction à l'utilisation de matériaux recyclés. Issue d'un partenariat entre l'office cantonal de l'environnement, la Fédération des associations d'architectes et d'ingénieurs de Genève, la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève et la Fondation en faveur de la formation professionnelle et continue, cette formation rencontre un vif succès avec plus de 130 professionnels formés depuis 2022.

En 2023, la publication de l'aide à l'exécution fédérale « Valorisation des matériaux de construction » a rendu encore plus concrètes les mesures édictées par l'ordonnance fédérale sur la limitation et l'élimination des déchets, du 4 décembre 2015 (OLED; RS 814.600), et ses prescriptions sont pleinement appliquées à Genève. En effet, dans le processus de demande d'autorisation de construire, les maîtres d'ouvrage doivent élaborer un concept de gestion des matériaux d'excavation afin de démontrer que tout est mis en œuvre pour éviter leur mise en décharge ou leur utilisation pour le comblement de sites d'extraction. De plus, pour les nouvelles constructions précédées d'une démolition, il est obligatoire de réincorporer la quantité équivalente de matériaux détruits sous forme recyclée. En réponse aux mesures édictées par le plan de gestion cantonal des déchets, les maîtres d'ouvrage publics sont également soumis à l'obligation de réaliser un rapport sur le choix des matériaux, détaillant les utilisations prévues de matériaux recyclés et les mesures d'optimisation, voire de limitation, des volumes d'excavation. Ainsi, le canton met tout en œuvre afin que seuls les matériaux d'excavation non valorisables soient mis en décharge, limitant *de facto* le volume à éliminer.

Enfin, le canton a largement contribué à l'élaboration de Pact'Matière (plan d'actions pour un Grand Genève circulaire). Ce dernier a notamment vocation à promouvoir le recyclage et la réutilisation des matériaux en matière de construction à l'échelle du Grand Genève.

Concernant la quatrième invite demandant au Conseil d'Etat d'entamer les démarches nécessaires pour que le contrat corridors « Vesancy-Versoix » soit relancé, le canton a signé, le 9 juillet 2025, le Contrat eau et climat « Pays de Gex – Léman » 2025-2027.

Ce contrat s'inscrit dans la continuité des programmations précédentes (contrats corridors, contrats rivières, contrat environnemental).

L'une des mesures cible en particulier la restauration des corridors écologiques stratégiques en milieux urbain et non urbain. En effet, suite à l'étude de définition des continuités écologiques de 2016 et au programme d'actions établi pour restaurer les corridors prioritaires, il s'agira de mettre à jour le programme d'actions, puis de réaliser les travaux et les aménagements possibles dans les secteurs importants d'ici à 2028.

Concernant le projet de décharge situé sur sol vaudois, ce dernier se trouve partiellement sur les corridors faunistiques d'importance suprarégionale VD-29, étroitement lié au GE-W-24, figurant dans l'annexe 4 de l'ordonnance fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages, du 29 février 1988 (OChP; RS 922.01). A ce titre, le canton de Vaud a déjà initié les coordinations nécessaires avec l'office cantonal genevois compétent. Si le projet devait être réalisé, des mesures garantissant le fonctionnement du corridor durant la phase d'exploitation, et de l'améliorer à terme durablement, sont envisagées.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :
Thierry APOTHÉLOZ